

Motion du 10 janvier 2008

déposée par ACTIVAL à la sous-préfecture d'Argelès-Gazost

Les élus des vallées des gaves et ACTIVAL ont appelé à une journée de mobilisation pendant que se déroule le sommet franco-espagnol à Paris, le jeudi 10 janvier 2008.

Les déclarations à Madrid du Président de la République le 31 mai 2007, et celles de M. Fillon, le 27 juillet 2007, ont indiqué que les interconnexions, sujet « extrêmement sensible pour le gouvernement espagnol », correspondait « totalement aux priorités du gouvernement français ». M. Fillon a précisé que la mise en oeuvre de travaux pour les liaisons ferroviaires serait décidée lors du sommet franco-espagnol, « pour lesquelles, d'ailleurs, nous avons déjà fait les demandes de financement à l'Union européenne ». (Conférence de presse de M. Fillon du 27 juillet 2007)

De nombreux signes nous invitent à la plus grande vigilance. La complaisance de l'Etat français à l'égard des priorités espagnoles est inquiétante car la Traversée Centrale des Pyrénées (TCP) présente un intérêt pour l'Espagne, qui y voit une opportunité pour l'Aragon.

Nous craignons que l'idée d'une traversée CENTRALE ne fasse son chemin dans un processus diplomatique alors qu'aucune étude technique et indépendante, à notre connaissance, n'en a prouvé la pertinence.

Nous craignons que les études engagées prochainement grâce aux subventions européennes annoncées le 21 novembre 2007 (d'un montant de 5 millions d'euros, pour financer 50% du montant total) ne favorisent un tracé central. Si elle est centrale, cette ligne ferroviaire destinée au fret ne répondra pas au désir européen de désengorger les goulets d'étranglement des axes routiers littoraux, ni de réduire l'émission des gaz à effet de serre. Ni écologique, ni utile pour résoudre les problèmes actuels rencontrés aux 2 extrémités de la chaîne des Pyrénées, ce projet n'a aucune pertinence.

Nous regrettons que l'opposition citoyenne solidement ancrée, ne soit pas prise en compte alors qu'elle est exemplaire, réunissant habitants, touristes et élus pour une cause commune. Notre association dénonce à ce propos l'attitude de la région Midi-Pyrénées qui par son président M. Malvy continue son action de lobbying dans le mépris des idées assumées par les citoyens et les élus informés de la nature véritable de ce projet.

Nous constatons avec regret que le lobby régional se poursuit notamment à travers l'association Eurosud Transport, présidée par Jean-Louis Chauzy, qui est également le président du CESR. Ces deux responsabilités inconciliables entravent l'expression citoyenne

**Motion déposée par ACTIVAL à la sous-préfecture d'Argelès-Gazost
Le jeudi 10 janvier 2008**